



EU2022.CZ
Dimension parlementaire



POSLANECKÁ
SNĚMOVNA
PARLAMENTU
ČESKÉ REPUBLIKY

Réunion des Présidents de la Conférence des Organes Parlementaires Spécialisés dans les Affaires de l'Union des Parlements de l'Union européenne

Prague, République tchèque, les 10 et 11 juillet 2022

Note d'information pour la Seconde session

Les médias et la démocratie : les défis actuels

Le rôle des médias libres, indépendants, pluralistes et responsables n'a pas de prix dans une démocratie qui fonctionne. C'est aussi un domaine où les décideurs affrontent des jugements de valeurs subtils et doivent équilibrer la liberté d'expression, l'information et les médias par rapport aux impératifs de la sécurité, y compris des menaces hybrides. D'un point de vue réglementaire les aspects commerciaux et de marché doivent tenir compte de la nécessité d'une vraie pluralité au lieu d'une concentration du pouvoir médiatique et de la responsabilité des médias de masse quant à leurs impacts sur la société.

Dans le domaine de la liberté des médias et du pluralisme, il y a de nombreux défis à relever, de la sécurité des journalistes, la diffusion de la désinformation, l'indépendance et l'impartialité des régulateurs des médias jusqu'à la transparence de la propriété des médias.

Au niveau de l'UE la régulation des médias est basée avant tout sur des compétences orientées sur le marché. Toutefois, toutes les initiatives liées aux médias doivent prendre en compte et protéger les valeurs communes sur lesquelles l'Union est fondée. Selon [la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne](#) la liberté et le pluralisme des médias doivent être respectés. Ces valeurs doivent être intégralement préservées dans le contexte numérique où le rôle de l'UE et le besoin de règles communes deviennent évidents. Les principes de fond pour cela sont débattus sur la base de [la Déclaration européenne sur les droits numériques et les principes de la décennie numérique](#).

[Le Plan d'Action de la démocratie européenne](#) de la Commission européenne couvre de nombreux sujets directement ou indirectement liés aux médias – la promotion d'élections libres et justes, le renforcement de la liberté des médias et comment faire face à la désinformation. [La résolution du Parlement européen du 25 novembre 2020 sur le renforcement de la liberté des médias : la protection des journalistes en Europe, les discours de haine, la désinformation et le rôle des plateformes](#) ont aussi présenté une position complexe sur divers aspects de la liberté des médias dans l'UE, y compris l'importance sur l'éducation aux médias.

Chaque année, l'état de la liberté et du pluralisme des médias dans les États membres de l'UE est évalué dans le cadre des [rapports sur l'état de droit](#). En 2021, une augmentation du harcèlement et de la violence à l'encontre des journalistes a été signalée. **La sécurité des journalistes** est prise en compte par la Commission dans [sa Recommandation sur la protection, la sécurité et le renforcement des journalistes et d'autres professionnels des médias](#) de septembre 2021. Le 21 juin 2022 le Conseil adopta ses [conclusions sur la protection et la sécurité des journalistes et des autres professionnels des médias](#). Ceux-ci appellent entre autres à renforcer le financement d'un journalisme indépendant et d'investigation et prenant en compte la sécurité en ligne et la liberté d'expression pour les journalistes



EU2022.CZ

Dimension parlementaire



POSLANECKÁ
SNĚMOVNA
PARLAMENTU
ČESKÉ REPUBLIKY

et d'autres professionnels des médias dans toutes les initiatives importantes, y compris la protection des femmes journalistes et de ceux appartenant à d'autres minorités. Les Etats-membres devraient encourager le développement de médias et d'initiatives de maîtrise de l'information. Un soutien devrait être fourni aux journalistes indépendants et en exil ainsi qu'aux médias professionnels, surtout venant de pays tels que l'Ukraine, la Biélorus et la Fédération de Russie, ainsi qu'aux journalistes qui s'efforcent de couvrir les conflits armés de manière indépendante et impartiale.

La Commission a aussi proposé un cadre légal pour traiter [des procès abusifs à l'encontre de journalistes et de défenseurs des droits humains \(«poursuites-bâillons»\)](#).

Un débat continu se déroule sur les approches politiques et les meilleures pratiques pour **contrer la désinformation** au niveau national et européen. Les principes européens commencent à se matérialiser, notamment dans les dispositions du paquet de l'Acte sur les Services numériques et [du Code de Pratique sur la Désinformation](#) ainsi que [la proposition pour un règlement sur la transparence et le ciblage de la publicité politique](#). Cette dernière proposition vise avant tout à protéger l'intégrité des élections et d'un débat démocratique ouvert par rapport à la manipulation fondée sur les algorithmes et les campagnes opaques.

La désinformation est souvent l'instrument d'une interférence étrangère et ainsi la liberté et le pluralisme des médias font partie des valeurs qui peuvent être prises en compte dans le cadre [du mécanisme de filtrage des investissements étrangers directs](#). Sur la base de la [Commission spéciale sur l'interférence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'Union européenne, y compris la désinformation](#), le Parlement européen a adopté [la Résolution du 9 mars 2022 sur les interférences étrangères dans l'ensemble des processus démocratiques de l'Union Européenne, y compris la désinformation](#) avec de nombreuses recommandations.

Partant **des problèmes économiques des entreprises médiatiques causés par la crise du COVID-19** [la Communication de la Commission sur les médias européens dans la décennie numérique : un Plan d'Action pour soutenir la reprise et la transformation](#) a présenté une vision globale et une feuille de route pour la relance économique et la transformation des médias.

[La Directive révisée «Services de médias audiovisuels»](#) prévoit les règles pour **l'indépendance des régulateurs des médias**, promeut **la transparence de la propriété des médias** et reconnaît que les décisions rédactionnelles devraient être libres d'interférences. Toutefois, cela ne fait que couvrir un segment spécifique des médias.

L'Acte européen sur la Liberté des Médias que la Commission doit présenter plus tard au cours de cette année complétera et partira de toutes ces initiatives mentionnées ci-dessus. [Selon la Commission](#), *«l'initiative sera centrée sur l'élimination des entraves à la création et au fonctionnement de services de médias et visera à mettre en place un cadre commun en vue de faire progresser le marché intérieur du secteur des médias, afin de préserver la liberté et le pluralisme des médias sur le marché. Elle ira dans la ligne des efforts de l'UE visant à favoriser la participation démocratique, lutter contre la désinformation et soutenir la liberté des médias et le pluralisme tels qu'ils sont décrits dans le plan d'action pour la démocratie européenne.»*



EU2022.CZ
Dimension parlementaire



POSLANECKÁ
SNĚMOVNA
PARLAMENTU
ČESKÉ REPUBLIKY

Les politiques de l'UE concernant les médias ont aussi une importante **dimension culturelle** et devraient en permanence contribuer à la formation **d'un espace public européen commun** qui sera une pré-condition nécessaire pour le succès et le progrès de l'intégration politique de l'Europe.